



Dialogue politique/ L'opposition dénonce une « duplicité » du régime de Faure Gnassingbé et annonce de nouvelles manifestations

Face à la presse ce lundi à Lomé pour la présentation de ses vœux de nouvel an au peuple togolais, la coalition des 14 partis de l'opposition a dénoncé ce qu'elle appelle une « duplicité » du pouvoir de Faure Gnassingbé au sujet du dialogue de sortie de crise annoncé par le Gouvernement.

Pour la coalition de l'opposition en effet, l'adhésion de Faure Gnassingbé à ce dialogue doit rimer avec toutes les mesures d'apaisement qui, selon elle, devraient permettre de créer un « climat de confiance propice à des discussions sereines ».

« En réalité, le Pouvoir, convaincu d'un rapport des forces défavorable, n'a aucune envie ni aucun intérêt à aller à un dialogue avec l'opposition », estiment les responsables de la coalition. Au rang des exigences de l'opposition pour une éventuelle participation au dialogue en effet, la libération de tous les détenus politiques dans le cadre des manifestations notamment.

Il faut souligner que le Gouvernement avait initié fin 2017, une série de mesures d'apaisement devant baliser la voie au dialogue dont la date n'est toujours pas fixée. Les mesures du Gouvernement concernaient entre autres la levée des restrictions temporaires concernant les marches et autres manifestations de rues en semaine, la libération de certaines personnes dans le cadre des manifestants et l'allègement du dispositif de sécurité déployé entre temps à Sokodé, à Bafilo et à Mango.

Autre revendication de l'opposition réaffirmée lors de cette rencontre avec la presse, la double médiation guinéenne pour les mesures d'apaisement et ghanéenne pour les discussions proprement dites au moment où en face, le pouvoir s'inscrit dans la logique d'un dialogue inter-togolais.

Selon la coalition, il n'est pas question de « *participer à un dialogue qui se ferait à partir des lois et des règles taillées sur mesure par le régime pour ses intérêts* ». « *Un dialogue où les opposants feraient ce que veut le pouvoir RPT-UNIR se sera pas tout simplement possible. Cela reviendrait à légitimer la monarchie* », indiquent les leaders de ce regroupement de partis politiques. Ils estiment que « *le combat de libération actuel n'est plus un combat politique entre le parti au pouvoir et l'opposition, mais un conflit ouvert entre d'une part, un régime héréditaire qui a confisqué le pouvoir et la souveraineté depuis plus de cinquante ans et d'autre part, un peuple décidé à conquérir sa souveraineté* ».

Dans ce sens, ces responsables de l'opposition ont annoncé deux nouvelles manifestations notamment les 13 et 20 janvier prochains à Lomé et dans certaines localités de l'intérieur du pays.

Il faut rappeler que le Togo vit depuis plus de quatre mois déjà au rythme d'une crise sociopolitique avec des manifestations de l'opposition qui exige des réformes politiques notamment le retour à la Constitution originelle de

1992, la révision du cadre électoral, l'instauration du droit de vote des togolais de l'étranger entre autres.

David